



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2000/NGO/27
1er février 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-sixième session
Point 11 e) de l'ordre du jour provisoire

DROITS CIVILS ET POLITIQUES ET, NOTAMMENT :
INTOLÉRANCE RELIGIEUSE

Exposé écrit présenté par l'Union internationale humaniste et laïque,
organisation non gouvernementale inscrite sur la Liste

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué
conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[22 décembre 1999]

1. La Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 1999/39 adoptée à sa cinquante-cinquième session, a noté "que le Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse a demandé que son titre soit modifié pour se lire "Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction", et a décidé d'envisager à sa cinquante-sixième session de procéder à cette modification". Le Rapporteur spécial a fait cette demande dans son dernier rapport (E/CN.4/1999/58, par. 122). Il a recommandé "d'adopter un titre plus neutre et plus positif, tel que "Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction". La dénomination actuelle, par sa référence à l'intolérance religieuse, indispose un certain nombre d'interlocuteurs et rend parfois difficile le dialogue. Un autre titre permettrait d'appréhender la liberté de religion ou de conviction dans toutes ses dimensions. Il s'agit également d'être cohérent avec le mandat qui couvre la religion, mais aussi la conviction, l'intolérance, mais également la discrimination, et de refléter l'approche fondée sur l'équilibre et le dialogue adoptée par le Rapporteur spécial dans le cadre de ses activités et ce conformément aux résolutions régissant son mandat."
2. Cette demande est conforme à l'observation générale 22 article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques adoptée par le Comité des droits de l'homme en 1993 qui est ainsi libellée: "L'article 18 protège les convictions théistes, non théistes et athées, ainsi que le droit de ne professer aucune religion ou conviction. Les termes "conviction" et "religion" doivent être interprétés au sens large. L'article 18 n'est pas limité, dans son application, aux religions traditionnelles ou institutionnelles analogues à celles des religions traditionnelles. Le Comité est donc préoccupé par toute tendance à faire preuve de discrimination à l'encontre d'une religion ou d'une conviction quelconque pour quelque raison que ce soit, notamment parce qu'elle est nouvellement établie ou qu'elle représente des minorités religieuses susceptibles d'être en butte à l'hostilité d'une communauté religieuse dominante" (A/48/40, vol. 1 annexe VI, par. 2).
3. La Conférence d'Oslo sur la liberté de religion ou de conviction s'est tenue du 12 au 15 août 1998 dans le contexte du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette conférence avait pour but la création d'une coalition internationale et l'élaboration d'un plan d'action destinés à renforcer le mandat du Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse et donc l'application de l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction.
4. La Conférence d'Oslo, qui réunissait des représentants de gouvernements, de communautés religieuses (bouddhiste, chrétienne, juive, musulmane, etc.), d'institutions universitaires et d'organisations non gouvernementales, a adopté la Déclaration d'Oslo sur la liberté de religion ou de conviction, dans laquelle elle a recommandé que la Commission des droits de l'homme modifie le titre du "Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction."
5. Les participants ont demandé instamment aux organisations et sponsors de la Conférence d'Oslo "de faire une analyse des discussions et recommandations de la Conférence dans le but de créer une "Coalition d'Oslo sur la liberté de religion ou de conviction", de demander soutien et participation aux gouvernements, communautés de religion ou de conviction, institutions

académiques et organisations non gouvernementales". En août 1999, la Coalition d'Oslo a ouvert un bureau et chargé un Conseil consultatif international de mettre en oeuvre les 10 dispositions de fond de la Déclaration d'Oslo, et de modifier notamment le titre du Rapporteur spécial.

6. En sa qualité d'organisation mondiale regroupant près de 100 organisations humanistes, rationalistes et laïques de 34 pays, l'Union internationale humaniste et laïque, qui a statut consultatif auprès du Conseil économique et social et qui est membre de la Coalition d'Oslo, demande instamment à la Commission des droits de l'homme de procéder à la modification demandée par le Rapporteur spécial pour que son titre se lise "Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction", afin de le rendre cohérent avec son mandat.
